

# MASTER DROIT PUBLIC

## RÉSUMÉ DE LA FORMATION

**Type de diplôme :** Master LMD

**Domaine :** Droit, économie, gestion

## PLUS D'INFOS

**Crédits ECTS :** 120

**Niveau d'étude :** BAC +5 / master

### Public concerné

\* Formation continue

\* Formation initiale

## Organisation de la formation

- Parcours Droit des étrangers, réfugiés et apatrides
- Parcours Droit public économique

## Conditions d'accès

Pour être inscrit dans les formations conduisant au diplôme de master, vous devez justifier :

- \* d'une Licence 3 en droit pour l'accès en Master 1
- \* d'un Master 1 en droit public pour l'accès en Master 2.
- \* soit d'une validation d'études, d'acquis ou d'expériences professionnelles

Le dépôt de candidatures se fera en ligne sur l'application de [candidatures](#) de l'université.

Si vous êtes en reprise d'études, nous vous invitons à consulter au préalable la [page dédiée](#).

Si vous êtes étudiant étranger, nous vous invitons à consulter au préalable la [page dédiée](#).

La formation peut être répartie sur plusieurs années.

## Composante

UFR Droit , Sciences Economiques et Gestion

## Lieu(x) de la formation

Le Mans

# Parcours Droit des étrangers, réfugiés et apatrides

## PLUS D'INFOS

### Public concerné

- \* Formation continue
- \* Formation initiale

## Présentation

Le Master Droit public, parcours Droit des étrangers, réfugiés et apatrides est une formation unique en France. De par son socle d'enseignements fondamentaux, il permet de former des juristes en droit public aptes à passer des concours administratifs, devenir avocats ou magistrats administratifs, à travailler pour le compte de l'Etat, de collectivités territoriales, d'établissements publics ou d'associations. Le parcours « Droit des étrangers, réfugiés et apatrides » permet d'acquérir, au-delà, une spécialisation au volet humain prédominant, particulièrement recherchée dans le milieu professionnel en raison de l'ampleur prise par ce contentieux. Le diplôme permet d'acquérir une parfaite compréhension de catégories juridiques variées dont les non-nationaux peuvent relever, des statuts auxquels ils peuvent prétendre, des modalités de leur obtention ainsi que de la protection de leurs droits, notamment contre la rétention et l'éloignement. Les enseignements, assurés par des universitaires spécialisés et des praticiens du secteur, mobilisent des méthodes pédagogiques innovantes.

## Objectifs

- \* Former des spécialistes en droit public général, avec des connaissances complémentaires en droit privé, spécialisés dans la protection des droits humains des non-nationaux
- \* Maîtriser l'obtention des statuts et la protection des droits des étrangers de droit commun, des réfugiés, ainsi que des apatrides
- \* Maîtriser généralement le règlement des contentieux publics internes, européens et internationaux

Chaque étudiant de Master 2 devra effectuer un stage (d'une durée de deux à cinq mois) ou rédiger un mémoire, suivant l'orientation qu'il aura choisie

(« professionnelle » ou « recherche »). En Master 1, le stage et le mémoire sont possibles, mais facultatifs.

## Savoir faire et compétences

- \* Compréhension des différents statuts et régimes existants pour les non-nationaux sur le territoire français, analyse de la situation individuelle d'un non-national et orientation juridiquement pertinente.
- \* Conception d'une stratégie individuelle de défense juridique d'un non-national dans le cadre d'un ou de plusieurs recours contentieux parallèles
- \* Evaluation et recommandation de stratégies globales de structures d'information et de conseils aux non-nationaux

Et de manière plus générale :

- \* Rédaction de requêtes, analyse des dossiers contentieux, connaissance de la procédure et de la jurisprudence administrative, judiciaire et européenne
- \* Préparation aux concours administratifs
- \* Compétences en légistique
- \* Développement de la réflexion critique
- \* Maîtrise d'une langue vivante étrangère

## Informations supplémentaires

début des cours : septembre

## Responsables pédagogiques

Hélène Raspail et Benjamin Ricou

Maîtres de conférences en droit public

✉ [helene.raspail@univ-lemans.fr](mailto:helene.raspail@univ-lemans.fr)

✉ [benjamin.ricou@univ-lemans.fr](mailto:benjamin.ricou@univ-lemans.fr)

## Site internet

<https://lemans-droitpublic.000webhostapp.com>

## Conditions d'accès

### En formation initiale :

- titulaires d'une Licence 3 en droit pour l'accès en Master 1
- titulaires d'un Master 1 en droit public pour l'accès en Master 2.

### Accès sur dossier de candidature.

Les dossiers doivent être remplis en ligne, consulter le site de l'Université à partir de début février :

[http://www.univ-lemans.fr/fr/formation/admission\\_et\\_inscription/candidatures.html](http://www.univ-lemans.fr/fr/formation/admission_et_inscription/candidatures.html)

### En formation continue et permanente :

Par validation des acquis (VAP ou VAE).

Dossier à demander et à remettre au :

SFC (Service Formation Continue)

«Le Mans Université »

Boulevard Pythagore

72085 Le Mans Cedex 9

02.43.83.30.79

La formation peut être répartie sur plusieurs années.

## **Insertion professionnelle**

- \* Avocat en droit public, juge administratif, spécialisés en droit des étrangers, réfugiés et apatrides
- \* Rapporteur à la Cour nationale du droit d'asile
- \* Juriste dans le milieu associatif national (associations gérant les centres d'accueil des demandeurs d'asile...) ou international (ONG), dans les collectivités locales (département...), en préfecture, dans des établissements publics tels que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ou l'Office français de l'immigration et de l'intégration...
- \* Enseignant-chercheur

## **Lieu(x) de la formation**

Le Mans

# Parcours Droit public économique

## PLUS D'INFOS

### Public concerné

- \* Formation initiale

## Présentation

Le Master Droit public, parcours Droit public économique propose un cursus destiné à former des juristes aptes à passer des concours administratifs, à devenir avocats ou magistrats administratifs ou à travailler pour le compte de collectivités territoriales, d'entreprises publiques ou d'associations. Sa spécialisation en droit des interventions économiques des acteurs publics vise à former des juristes performants et immédiatement opérationnels dans les secteurs en pleine évolution (commande publique, régulation, énergie, environnement, etc.).

Les enseignements sont assurés par des universitaires et des professionnels (acteurs locaux, avocats, magistrats, praticiens...). Des procès fictifs, des mises en situation et des ateliers participatifs en lien avec les milieux socio-économiques locaux sont proposés dans le cursus, ainsi que l'organisation de journées d'études.

## Objectifs

- \* Former des spécialistes en droit public des affaires, avec des connaissances complémentaires en droit privé
- \* Maîtriser la conclusion et l'exécution des contrats publics (marchés publics, délégations de service public, contrats de partenariat, aides aux entreprises, etc.)
- \* Maîtriser le règlement des contentieux publics internes, européens et internationaux
- \* Maîtriser la gestion du personnel public (finances publiques, droit de la fonction publique, etc.)
- \* Maîtriser l'environnement public et la conduite des opérations de projet (domanialité, urbanisme, environnement, valorisation, etc.)

Chaque étudiant de Master 2 devra effectuer un stage (d'une durée de deux à cinq mois) ou rédiger un mémoire, suivant l'orientation qu'il aura choisie (« professionnelle » ou « recherche »). En Master 1, le stage et le mémoire sont possibles, mais facultatifs.

## Savoir faire et compétences

- \* Rédaction d'une requête, analyse des dossiers contentieux, connaissance de la procédure et de la jurisprudence administrative, judiciaire et européenne.
- \* Préparation aux concours administratifs, maîtrise des finances locales et des règles du droit de l'urbanisme et de l'environnement, rédaction de contrats, gestion des ressources humaines locales
- \* Élaboration de concessions, marchés publics et contrats de partenariat, financement de projets, connaissance et pratique de la fiscalité et du droit de la concurrence, analyse des risques
- \* Compétences en légistique
- \* Aptitude à développer une réflexion critique
- \* Maîtrise d'une langue vivante étrangère

## Informations supplémentaires

début des cours : septembre

### Responsables pédagogiques

Hélène Raspail et Benjamin Ricou

Maîtres de conférences en droit public

✉ [helene.raspail@univ-lemans.fr](mailto:helene.raspail@univ-lemans.fr)

✉ [benjamin.ricou@univ-lemans.fr](mailto:benjamin.ricou@univ-lemans.fr)

### Site internet

<https://lemans-droitpublic.000webhostapp.com/>

## Conditions d'accès

### En formation initiale :

- titulaires d'une Licence 3 en droit pour l'accès en Master 1
- titulaires d'un Master 1 en droit public pour l'accès en Master 2.

### Accès sur dossier de candidature.

Les dossiers doivent être remplis en ligne, consulter le site de l'Université à partir de début février :

<https://ecandidat.univ-lemans.fr/>

### En formation continue et permanente :

Par validation des acquis (VAP ou VAE).

Dossier à demander et à remettre au :

SFC (Service Formation Continue)

«Le Mans Université »

Boulevard Pythagore

72085 Le Mans Cedex 9

02.43.83.30.79

✉ [sfc@univ-lemans.fr](mailto:sfc@univ-lemans.fr)

La formation peut être répartie sur plusieurs années.

## Insertion professionnelle

- \* Avocat ou consultant en droit public, juge administratif, spécialisés en droit public économique
- \* Juriste au sein du service commande publique, des services d'urbanisme et de construction, du service de l'environnement des administrations publiques, des entreprises, des cabinets d'architecte, des notaires, etc.
- \* Juriste dans les organisations européennes et internationales
- \* Agent des opérateurs publics ou des autorités de régulation
- \* Enseignant-chercheur

## Lieu(x) de la formation

Le Mans